

Déclaration liminaire CGT-INRA

Madame la Présidente,
Messieurs les Directeurs Généraux,
Chers collègues,

Depuis notre dernier CT, un certain nombre de choses ont changé.

Un nouveau Président de la République a été élu, et une nouvelle ministre de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur a été nommée.

La CGT-Inra se félicite que Nicolas Sarkozy ait été chassé. C'est la sanction de sa politique de destruction, conduite à marche forcée et dans le plus grand mépris des salariés que nous défendons.

Dans le secteur de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, les dégâts induits par la politique de son gouvernement sont à nos yeux considérables. Les organismes de recherche et les universités ont été déstabilisés en profondeur.

Notre organisme, contrairement au discours, à votre discours de Direction Générale de l'INRA, n'a pas été épargné. Grâce à votre diligence, voire parfois à votre propension à devancer les demandes gouvernementales, notamment en matière de RGPP, les conditions de travail de la majorité des personnels de l'institut que nous représentons ici ont été considérablement dégradées.

Comme nous en sommes à l'heure des bilans, tirons le vôtre, Madame la Présidente, puisque c'est aujourd'hui le dernier CT de l'INRA auquel vous participerez. Vous avez annoncé que les Directeurs Généraux Délégués, après votre départ, continueront ce qui a été entrepris. En gros, le contrat d'objectif que vous avez fait approuver au CA en application de la politique du gouvernement précédent devrait être appliqué sous le suivant ? Nous ne le souhaitons évidemment pas, pour nous il est de fait caduc ! Pourtant vous entendez faire passer un maximum de mesures pour mettre tout le monde devant le fait accompli avant que ne soit remise à plat la politique de recherche du gouvernement précédent, et avant que ne s'engagent des négociations avec la ministre. C'est le cas pour Saclay, et aussi quand vous maintenez, envers et contre tout, la fusion des centres d'Orléans et Tours à l'ordre du jour de ce CT, alors que 72% des personnels d'Orléans ont demandé que ce processus soit stoppé. Nous espérons qu'un vote unanime défavorable de ce CT vous contraindra à stopper ce processus.

Nous avons demandé une entrevue à Madame Fioraso, notre nouvelle ministre. Nous souhaitons lui dire qu'il y a plusieurs mesures d'urgences qui devraient être prises pour sauvegarder la Recherche Publique en général et l'INRA en particulier, et pour rétablir des conditions de travail dignes pour les personnels afin de pouvoir à nouveau développer sereinement et dans la durée leurs activités qui toutes, contribuent à la Recherche.

Sur le plan général, **nous revendiquons que le financement de la Recherche publique sur projets cesse d'être la norme**. Cette situation, que vous avez largement contribué à mettre en place à l'INRA, conduit à une compétition effrénée entre équipes, où s'épuisent les collègues. Pour rendre confiance à la communauté scientifique, et donner de l'oxygène aux équipes, les premières étapes sont :

- **l'abrogation de l'ANR et la redistribution de ses fonds aux organismes et aux universités.**
- **l'abrogation du crédit d'impôt recherche.**

Nous revendiquons également que cesse cette situation constante où la moitié de la Recherche Publique évalue l'autre moitié. **Abrogation de l'AERES.**

Et parce que nous estimons comme un grand nombre de nos collègues, que la politique dite « d'excellence » entretient une concurrence malsaine, divise les équipes et détourne les moyens, **il doit être mis fin à tous les idex, labex et autres –ex**, en particulier à l'opération Saclay dont toutes les organisations

syndicales demandent l'annulation. Dans la même veine, nous souhaitons **la disparition de la Prime d'Excellence Scientifique** et la redistribution des fonds pour les promotions de l'ensemble des personnels.

Et bien sûr, nous souhaitons la résorption de cette immense précarité qui gangrène et déstabilise les équipes et dé sécurise les jeunes.

Tout cela peut se faire à moyens quasi constants, puisqu'il s'agit simplement par décision politique, de réorienter des finances.

Pour l'INRA, la rupture avec la politique du gouvernement précédent, que vous avez relayée, passe à nos yeux par le retrait du contrat d'objectifs (2012-2016), la fin de vos actions contre les fonctions dites « support » et plus généralement des opérations RGPP, des fusions de services et de centres, et à tout le moins un moratoire sur la transformation des IE en UE. Nous demandons avec force l'arrêt des métaprogrammes et la redistribution des moyens (financiers et humains) qui y sont consacrés sur l'ensemble des départements et des unités.

Bien sûr, nous demandons que l'INRA recommence à recruter dans la catégorie C. Nous continuons à demander avec force que la valeur des points de sujétion soit revue à la hausse, suivant celle du point d'indice, et ce depuis 2004, puisque le dernier ajustement date du 1er janvier 2003 (NS 2002-114).

Enfin il va de soi que concernant la résorption de la précarité à l'INRA, **il est urgent dans un premier temps de retirer la note de Monsieur Eddi de 2011, limitant la durée des contrats bien en dessous des 6 ans fatidiques et interdisant ainsi à nos collègues précaires de franchir la minuscule porte d'accès à l'emploi de titulaire par le biais des concours internes.** Au delà de cette décision de simple justice, il doit y avoir des mesures conservatoires pour que tous les précaires « intégrables » ne soient pas mis à la porte par des consignes ouvertes ou cachées. La CGT-Inra ne se satisfait évidemment pas de la loi SAUVADET et elle demande que soient réellement prises en compte toutes les situations de précarité « permanentes » qu'elles soient ou non sous formes déguisées (recours à plusieurs employeurs à des périodes d'interruptions imposées etc.), pour que soit enfin mis en place un véritable plan de titularisation de tous les agents non titulaires.

On nous parle sans arrêt de rendre « attractifs » les métiers de la Recherche. Les simples mesures que nous préconisons et qui toutes, exigent de rompre avec la politique du gouvernement précédent, devraient y contribuer. Mais nous ne saurions terminer cette liste sans un dernier et premier point crucial aux yeux de tous, à l'INRA comme ailleurs : **l'augmentation des salaires et l'amélioration réelle des carrières. Qu'on ne compte pas sur la CGT pour sacrifier ces questions au nom d'une quelconque austérité !**

Madame la Présidente, nous ne savons pas où vous allez poursuivre votre carrière. Mais nous, et les collègues qui nous ont élus, nous restons à l'INRA. Et soyez assurée, ainsi que vous, messieurs les Directeurs Généraux Délégués, que nous continuerons à tendre toutes nos forces pour aider à la préservation de l'Institut National de la Recherche Agronomique et à l'amélioration des conditions de travail de l'ensemble des personnels qui s'y trouvent, quels que soient leurs statuts.